



## McDo : quand Cégétistes et syndicalistes américains luttent ensemble

Leila de Comarmond, Les Echos, le 21.04.2016

**La France est le deuxième marché du géant de la restauration rapide.**

Après une journée houleuse, le témoignage des Cégétistes de Mc Donald's, engagés dans une lutte commune avec des syndicalistes américains, est venu apporter une touche d'optimisme au 51ème congrès de la CGT.

Un syndicaliste américain qui dit « ici, moi, en tant que syndicaliste, je me sens chez moi » et 1.000 Cégétistes l'ovationnant debout... C'est ce qui s'est passé en fin de journée mercredi, au 51ème congrès de la centrale.

Le contraste était saisissant. Venant après une avalanche d'incantations à la grève reconductible contre la loi EL Khomri, les salariés de Mc Do ont apporté un souffle d'air frais et d'optimisme en livrant leur « expérience », jugée exemplaire par le numéro Un de la CGT, Philippe Martinez.

Leur aventure, c'est celle d'une collaboration entre le syndicat CGT de Mc Donald's et le syndicat des services américains SEUI. Il faut noter que ce syndicat est membre de l'AFLCIO, surnommé avant la chute du mur de Berlin AFLCIA pour avoir été utilisé par la CIA pour tenter d'affaiblir la CGT en finançant Force Ouvrière née de sa scission.

Le SEUI a décidé début 2014 de lancer une campagne contre les « mauvais boulots » payés au lance-pierre et aux horaires élastiques et pour gagner un salaire minimum de 15 euros en ciblant Mc Donald's pour sa notoriété.

Parti de quelques dizaines de salariés, la lutte faite de grèves, manifestations et sittings gagne Etat par Etat l'instauration de ce salaire minimum. Jusqu'à voir Barack Obama déclarer : si j'étais salarié, « je me syndiquerais ! ». « On estime déjà à 17 millions le nombre de salariés en route vers les 15 dollars », a annoncé aux Cégétistes Nicolas Allen, de la SEUI.

Le syndicat a décidé de se lancer en parallèle dans un autre combat, celui des pratiques fiscales de Mc Donald's, avec l'appui d'avocats fiscalistes.

La France étant le deuxième marché du géant de la restauration rapide, en décembre 2014, Nicolas Allen a contacté la fédération du commerce CGT pour mener également la bataille dans l'hexagone.

Et parce que qui dit fiscalité dit Bercy donc fédération des finances, les cégétistes de Bercy sont venus apporter leur expertise.

« C'est plus qu'un simple élan de solidarité, c'est une action menée en commun », raconte Amel Ketfi, de la CGT Mc Do. Cela a abouti à la fois au dépôt d'une plainte par le Comité central d'entreprise de Mc Donald's Ouest, qui a choisi Eva Joly comme avocat et à l'interpellation de Michel Sapin sur le sujet.

Selon l'Express en date du 19 avril, Mc Donald's devrait payer quelque 300 millions d'euros à l'Etat français.

Philippe Martinez s'est félicité d'une « première victoire sur l'évasion fiscale ». Contactée, la direction générale de Mc Donald's France se « ne confirme pas ce chiffre », tout en reconnaissant qu'« un débat contradictoire est encore en cours » quant au contrôle fiscal en cours depuis 2011. Du côté de la CGT, on affirme que « le principe du redressement est acté » et on chiffre le manque à gagner pour l'Etat à aujourd'hui à 1,5 milliard d'euros.

Si cela n'avait jamais été sous les projecteurs, les contacts de la CGT avec les syndicats américains ne datent pas cependant d'hier.

Au début des années 2000, déjà, les Cégétistes de la FNAC avaient été mobilisés par leurs camarades américains face au refus de PPR d'autoriser l'implantation de syndicats aux Etats unis.

Même chose chez Sodexo. Mais le symbole d'une action commune entre la CGT et un syndicat américain à la tribune du 51ème congrès était d'autant plus fort que plusieurs interventions ont demandé en tribune le retour de la CGT dans la Fédération syndicale mondiale.

La FSM est l'ancienne organisation internationale des syndicats d'obédience communiste qui regroupe aujourd'hui principalement les syndicats uniques de dictatures.

Un cégétiste de Constellium l'a d'ailleurs rappelé en tribune : le dernier congrès de la FSM s'est déroulé « à Damas, en soutien au régime de Bachar El Assad ». ☐

---